

**KHEMIS-MILIANA****Bientôt un nouveau  
siège pour l'APC**

*Khemis-Miliana est l'une des rares communes du pays à ne pas posséder un véritable siège pour son APC, pourtant qualifiée comme étant le poumon économique de la wilaya de Aïn-Defla tant par sa population (83 000 habitants au recensement de 2008) que par l'intensité de ses activités commerciales.*

Sa situation géographique, ses structures sportives, son stade omnisports gazonné, ainsi que son centre universitaire en développement constant atteignant déjà les 10 000 étudiants, et qui ambitionne d'être promu en université, sans compter l'échangeur en voie de finition qui la mettra à moins d'une heure de la capitale par la nouvelle autoroute en font d'elle un pôle économique important.

Ce siège existait, certes, mais il a été détruit durant les émeutes d'octobre 1988, incendié presque en totalité ; les registres ont pu heureusement être sauvés. Sa disparition a entraîné un morcellement des services communaux. Le parc, les bureaux administratifs, l'état civil et les services annexes se sont éparpillés dans différents secteurs de la ville. Actuellement, l'assemblée siège dans un édifice délabré, rue Bougara, qui donne la



frousse au moment de gravir l'escalier menaçant de s'effondrer à tout moment.

Cette atomisation des services municipaux a induit de grandes difficultés pour la communication entre les différents services : les agents et responsables étant amenés à se déplacer souvent, cela donne aux administrés l'impression d'un mauvais fonctionnement de l'administration municipale, faisant dire à beaucoup de citoyens : «On dirait qu'il n'y a personne à l'APC.»

Certes, il y a eu une tentative de réalisation d'un siège sur le site des bâtiments de la Sonelgaz, détruits durant les événements précités, et celui du tribunal, soufflé par une bombe

d'une grande puissance, laissant place à un vaste cratère. Cependant cette tentative de reconstruction s'est soldée par un échec déplorable.

Des centaines de millions de dinars ont été engloutis dans les travaux avant qu'on ne s'aperçoive que sur le plan de la fonctionnalité le siège n'était pas viable. Mais la ville aura bientôt un siège digne d'une grande commune. Il coûtera, selon les estimations, quelque 14 milliards de centimes. L'assiette se trouve entre le CEM Madjène et le jardin public, avec une entrée principale donnant sur le boulevard Emir-Abdelkader et une entrée de service sur la rue Ouali. Il sera érigé en R+4, avec un sous-sol, et

regroupera tous les services, en sus du bureau du président de l'exécutif, le secrétariat et une grande salle de réunion.

Selon le P/APC, M. Kebah, l'étude est entièrement finalisée, le projet retenu et les fonds nécessaires ont été débloqués : 8 milliards de centimes prélevés sur le budget de wilaya et 1,8 milliard provenant des fonds propres de la commune. L'avis d'appel d'offres est au niveau de l'Anep et le cahier des charges est prêt.

«L'argent étant le nerf de la guerre», les travaux du siège tant attendu pourront bientôt être entrepris. Une nouvelle qui ne manquera pas de réjouir les habitants de Khemis-Miliana.

Karim O.

**RELIZANE****Portes ouvertes  
sur la Sécurité sociale**

**La direction de la Caisse nationale des assurés sociaux de la wilaya de Relizane (Cnas) organise depuis hier des journées portes ouvertes sur la Sécurité sociale au niveau du CIAJ Beldjilali-Hamani du chef-lieu de la wilaya de Relizane.**

Selon M. Hadji, directeur de la Cnas, au cours de ces journées, les assurés recevront toutes les explications sur leurs droits, en ouvrant les dépliants remis ou en consultant les affiches placardées à cet effet dans les agences. Il est

aussi question de sensibiliser la population sur les nouvelles normes introduites dans les services de la Cnas, précisément la carte Chifa, précise notre interlocuteur.

L'autre volet qui abordé au cours de ces journées concerne le médicament générique, une politique que tendent à encourager les responsables de l'Etat au cours de ces dernières années, en insistant sur le fait que ces médicaments provoquent les mêmes effets thérapeutiques que les médicaments à base de

molécule mère, tout en étant moins chers. Une politique qui a déjà permis au Trésor public de réduire la facture d'importation des médicaments, précise notre interlocuteur.

Ces journées ont aussi pour objectif de mettre un terme à certaines incompréhensions entre la Cnas et ses quelque 161 000 assurés des différents corps et métiers qui lui sont affiliés et l'amélioration des relations entre les deux parties.

A. Rahmane

**TLEMCEN****Agences****immobilières :  
le diktat des courtiers**

Le marché de l'immobilier est en pleine crise. Les quelques agences immobilières domiciliées à Tlemcen ne sont sollicitées que rarement par des clients qui optent pour la prudence et évitent le courtier. Avant l'apparition de ces agences, vendre ou acheter un bien immobilier n'était pas chose aisée et il fallait recourir et se soumettre à l'inévitable *smasri*.

Le courtier, puisque c'est de lui qu'il s'agit, se faisait parfois prier pour prendre une affaire et c'est à partir de cette situation que la spéculation n'a plus de limites, la marge bénéficiaire de l'intermédiaire atteignant parfois plusieurs millions. La création de ces agences immobilières a donc plus ou moins permis une certaine transparence de cette activité juteuse et les avoirs du fisc devenaient distincts.

En ce moment, l'agent immobilier fixe le montant de ses prestations à 3% sur le montant global de la vente.

En dehors de ces critères, l'agence immobilière ne dispose pas de textes, ce qui a créé une anarchie qui a fait dire à un gérant d'une agence : «Cette activité doit être d'abord normalisée et structurée.» A l'heure actuelle, il suffit d'un simple registre du commerce et d'un local pour se lancer dans l'aventure de l'immobilier. Tlemcen, qui passait autrefois pour l'éden de l'immobilier, connaît en ce moment une grave crise de cette activité, car vendre ou acheter un bien n'est pas une simple affaire.

Le client devient de plus en plus exigeant. Le demandeur veut beaucoup de garanties à l'agence et parfois même des facilités de paiement. Au-delà de 800 millions, c'est pratiquement impossible de vendre un bien immobilier. Cela s'explique, d'une part, par le pouvoir d'achat et le peu d'intérêt à investir dans l'immobilier, d'autre part. Les détenteurs de gros sous préfèrent investir dans l'import-export, pour ne pas dire l'import tout court. Un autre aspect du problème administratif gèle le marché : plus de 60% du parc immobilier. Sans acte de propriété, aucune agence immobilière ne peut prendre le risque. Et c'est là toute l'aubaine offerte au courtier qui ne s'embarrasse pas de réglementation, ni de garanties, le gain facile explique tout.

**Le triste record  
des accidents  
de la route**

Tlemcen, la ville d'art et d'histoire, détient le triste record de la délinquance routière. Elle caracole en tête au niveau de tout l'Ouest algérien. Ceci n'a rien d'étonnant ; depuis des années, tout le monde dénonce, toute le monde se désole, mais rien de concret n'a été entrepris pour lutter contre ce fléau.

Ce ne sont pas les campagnes de sensibilisation qui vont influencer sur le comportement de ces boucaniers de la route. L'impunité est pour beaucoup dans ce drame qui ne cesse d'endeuiller des familles entières.

Nous en citerons trois exemples dans la wilaya de Tlemcen : la conduite en état d'ivresse qui se banalise (allez-y voir près de la rocade le nombre d'automobilistes qui s'adonnent à la beuverie), le comportement des chauffeurs de bus des transports publics qui font de véritables rallyes, en terrorisant automobilistes et piétons et bien sûr, sans oublier l'absence de signalisation qui peut causer de graves dégâts.

M. Zenasni